

Stephan Brandner (AfD) dénonce les millions d'euros versés aux médias islamophiles et immigrationnistes

écrit par Nicolas Faure | 11 août 2022





Stephan Brandner : « les millions d'euros alloués aux médias inféodés à l'Etat sont une atteinte à la liberté de la presse ! »

Berlin, le 10 août 2022.

Le gouvernement allemand annonce qu'il financera à l'avenir des « projets de renfort structurel du journalisme », notamment pour le journal « Correctiv », qui plaide pour « une meilleure qualité du journalisme local et un plus grand respect de la démocratie », ainsi que pour l'organisation « Neue Deutsche Medienmacher*innen », (Nouveaux créateurs de médias allemands) – « Stark für Vielfalt », « La diversité au cœur de nos préoccupations ». (Le principal objectif de cette association est de donner une voix adéquate à la diversité de la société et à l'Allemagne, « pays d'immigration ! (sic) », et de les rendre plus visibles dans les reportages des médias).

Le gouvernement compte financer tout ceci à hauteur de 2,3 millions d'euros.

Stephan Brandner, porte-parole fédéral adjoint de l'AfD voit dans le financement de ces projets, qui favorise

explicitement les médias de gauche, une atteinte à la liberté de la presse.

« Les projets soutenus financièrement, et donc dépendants des subventions de l'Etat, ont été sélectionnés par un jury dont faisait par exemple partie Ferda Ataman, nouvelle directrice du bureau fédéral de lutte contre la discrimination, (femme très controversée, récemment élue de justesse à ce poste par le Bundestag), et qui a tendance à discriminer les Allemands.

Il n'est donc guère surprenant que les fonds soient exclusivement alloués à des représentants du journalisme partisan de gauche, dévoués au gouvernement. Le gouvernement fédéral s'en prend ainsi une fois de plus à notre Loi fondamentale et montre que ce n'est pas un journalisme de qualité qui lui tient à cœur, mais uniquement une attitude qui lui convient bien, en particulier à Claudia Roth, en sa qualité de ministre de la culture et des médias.

Ces projets superflus et ces millions d'euros provenant de l'argent des contribuables visent une fois de plus à véhiculer et à promouvoir une idéologie absurde et éhontée ».